



Assemblée Conseil

Distr. générale
20 juillet 2012
Français
Original : anglais

Dix-huitième session

Kingston (Jamaïque)

16-27 juillet 2012

Rapport de la Commission des finances

1. Lors de la dix-huitième session de l'Autorité internationale des fonds marins, la Commission des finances a tenu six séances, entre les 16 et 19 juillet 2012. Elle a élu M. Olav Myklebust Président et M. Duncan Laki Vice-Président.

I. Ordre du jour

2. La Commission a examiné et adopté l'ordre du jour de ses travaux, publié sous la cote ISBA/18/FC/L.1.

II. Mesures d'économie et de rationalisation

3. La Commission a pris note du rapport sur les mesures d'économie arrêtées par le Secrétaire général de l'Autorité (ISBA/18/FC/4) et a félicité celui-ci pour l'action qu'il avait entreprise afin de promouvoir l'efficacité et le respect du principe de responsabilité et de limiter autant que possible l'augmentation des dépenses d'administration. Elle l'a prié de continuer de s'efforcer de contenir les dépenses et l'a invité à présenter en 2013 un rapport sur la question.

III. Audit des comptes de l'Autorité internationale des fonds marins pour 2011

4. La Commission a examiné le rapport d'audit de PricewaterhouseCoopers sur les comptes de l'Autorité pour 2011. Elle a pris note de ce rapport et de l'opinion des auditeurs selon laquelle les états financiers de l'Autorité reflétaient fidèlement, pour tous les éléments significatifs, la situation financière de l'Autorité au 31 décembre 2011 ainsi que les résultats et les flux de trésorerie pour l'année considérée, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.

5. La Commission a prié le Secrétaire général de demander aux auditeurs susceptibles de vérifier les comptes de l'Autorité pour les années à venir comment ils envisageraient de procéder à un audit des contrôles internes actuellement en place.



IV. État du Fonds de dotation et du Fonds de contributions volontaires de l'Autorité internationale des fonds marins

6. La Commission a pris note du solde du Fonds de dotation au 12 juillet 2012 (3 387 038 dollars), dont 2 357 dollars d'intérêts échus devant servir à subventionner la participation de scientifiques de pays en développement à la réalisation de programmes approuvés.

7. La Commission a exprimé sa gratitude au Gouvernement mexicain pour sa contribution de 2 500 dollars, versée le 7 septembre 2011, au Gouvernement japonais, pour sa contribution de 100 000 dollars, versée le 15 septembre 2011, et au Gouvernement britannique, pour sa contribution de 20 000 dollars, versée le 17 janvier 2012.

8. La Commission a pris note du solde du Fonds de contributions volontaires au 16 juillet 2012, soit 16 833 dollars.

9. Elle a exprimé sa gratitude au Gouvernement britannique pour sa contribution de 20 000 dollars au Fonds de contributions volontaires, versée le 7 juillet 2012, au Gouvernement chinois pour sa contribution de 20 000 dollars, versée le 12 juillet 2012 également, et à M. Duncan Laki, pour sa contribution de 622 dollars, versée le 17 juillet 2012.

V. Placement du capital du Fonds de dotation

10. La Commission a noté avec satisfaction que, vu les taux d'intérêt avantageux offerts par la Bank of Nova Scotia Jamaica Limited, le Secrétaire général avait l'intention de placer le capital du Fonds de dotation auprès de cette banque, en certificats de dépôt à terme libellés en dollars des États-Unis.

11. La Commission a prié le Secrétaire général d'établir, pour sa session de 2013, un rapport indiquant auprès de quelles banques les fonds de l'Autorité sont déposés ou placés.

VI. Fonds de roulement

12. La Commission a pris note de l'état du Fonds de roulement au 11 juillet 2012, faisant apparaître des avances d'un montant total de 498 533 dollars, contre un plafond de 560 000 dollars.

VII. État des droits acquittés pour l'étude des demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration et questions connexes

13. La Commission a pris note du rapport du Secrétaire général sur les droits acquittés pour l'étude des demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration et les questions connexes, rapport qui traitait des droits perçus pour les contrats conclus en 2011. Elle a relevé que les droits perçus pour l'étude des demandes portant sur l'exploration des nodules polymétalliques ne suffisaient pas à couvrir les frais correspondants. Elle a par ailleurs rappelé qu'en l'état actuel des choses, les frais d'administration et de supervision des contrats conclus avec l'Autorité étaient entièrement imputés au Fonds général d'administration.

14. La Commission a noté que selon l'article 7.1 du Règlement financier de l'Autorité, le solde des droits acquittés en 2011 pour l'étude de demandes d'approbation de plans de travail, ainsi que les intérêts y afférents, devaient être

classés parmi les recettes accessoires. Elle a par ailleurs relevé que l'article 13 de l'annexe III de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, rapproché des dispositions du paragraphe 3 de la section 8 de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (voir résolution 48/263 de l'Assemblée générale, en annexe), autorise le Conseil à revoir de temps en temps le montant des droits perçus pour l'étude des demandes d'approbation de plans de travail.

15. La Commission a prié le Secrétaire général de lui indiquer, à sa session de 2013, les mesures qui pourraient être prises pour faire en sorte que les frais d'administration et de supervision des contrats conclus avec l'Autorité cessent d'être à la charge des membres.

16. La Commission a entrepris d'étudier les moyens de rendre compte plus clairement et plus rigoureusement, dans les documents budgétaires, de l'emploi des droits perçus pour l'étude des demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration. Elle poursuivra cette étude à sa session de 2013 en vue de rendre plus transparent l'exposé de l'emploi des recettes provenant de ces droits.

17. La Commission des finances recommande au Conseil et à l'Assemblée de l'Autorité :

a) D'autoriser le Secrétaire général à utiliser les recettes accessoires provenant des droits perçus pour l'étude des demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration dans la mesure nécessaire pour couvrir les frais afférents au traitement de ces demandes;

b) De porter à 500 000 dollars, afin qu'il couvre les coûts réels, le montant du droit acquitté pour l'étude d'une demande d'approbation de plan de travail relatif à l'exploration des nodules polymétalliques (Règlement relatif à la prospection et à l'exploration des nodules polymétalliques dans la Zone, art. 19, par. 2).

VIII. Exécution du budget

18. La Commission a remercié le Secrétaire général pour le rapport qu'il avait présenté sur l'exécution du budget de l'Autorité, et a pris note du dépassement des prévisions de dépense imputable à l'augmentation constatée en 2011 des frais d'étude des demandes d'approbation des demandes relatives à l'exploration.

IX. Adoption des normes comptables internationales pour le secteur public

19. La Commission a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'adoption des normes comptables internationales pour le secteur public (ISBA/18/FC/3).

20. Pour des raisons budgétaires, elle a décidé d'examiner la question de l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) en même temps que le prochain projet de budget.

X. Participation au régime commun des Nations Unies

21. La Commission a pris note du rapport sur la participation de l'Autorité internationale des fonds marins au régime commun des Nations Unies (ISBA/18/FC/2/Rev.1).

22. La Commission des finances recommande au Conseil et à l'Assemblée de l'Autorité de prier le Secrétaire général d'accepter, au nom de l'Autorité, le statut de la Commission de la fonction publique internationale à compter de 2013.

XI. Projet de budget pour l'exercice 2013-2014

23. La Commission a examiné le projet de budget de l'Autorité internationale des fonds marins pour l'exercice 2013-2014 (ISBA/18/A/3-ISBA/18/C/7), qui prévoyait 16 502 100 dollars de dépenses, soit une augmentation de 26,8 % par rapport à l'exercice 2011-2012. Lorsqu'elle a examiné le projet de budget, la Commission s'est intéressée à l'augmentation du volume de travail de l'Autorité, aux conséquences de la situation économique mondiale, aux causes de la croissance du budget prévue pour 2013-2014 et aux incidences de l'inflation. Elle s'est penchée également sur l'augmentation prévue des dépenses de personnel et des dépenses afférentes aux services de consultant, à l'organisation d'ateliers, à l'entretien de l'entrepôt central de données, aux voyages, aux télécommunications, aux travaux contractuels d'imprimerie, à l'achat de mobilier et de matériel, aux services divers, à l'informatique, à la gestion des bâtiments et aux services de conférence. Elle a de plus examiné l'adjonction prévue de deux rubriques budgétaires consacrées respectivement à la participation au régime commun des Nations Unies et à l'application des normes IPSAS.

24. À la suite des délibérations du Comité, le Secrétaire général a révisé le projet de budget. Le Comité a décidé de recommander l'approbation du budget révisé pour l'exercice 2013-2014 d'un montant de 14 312 948 dollars, tel que figurant à l'annexe du présent rapport. Le budget révisé est en hausse de 9,97 % par rapport au budget de l'exercice biennal précédent.

25. La Commission a décidé également de recommander que, pour l'exercice 2013-2014, le Secrétaire général soit autorisé à opérer des virements de crédits entre chapitres du budget, à concurrence de 20 % du montant inscrit à chaque chapitre. On trouvera à l'annexe I le détail des prévisions budgétaires dont la Commission recommande l'approbation.

26. La Commission a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa session de 2013 un rapport sur la possibilité de charger le Corps commun d'inspection ou la Commission de la fonction publique internationale d'une étude des effectifs de l'Autorité, de la répartition par classe des postes permanents et de la proportion optimale de consultants et de fonctionnaires.

XII. Barème des quotes-parts pour 2013-2014

27. La Commission des finances recommande que, conformément à l'article 160, paragraphe 2 e) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le barème des quotes-parts du financement des dépenses de l'Autorité internationale des fonds marins soit, pour 2013, calqué sur celui appliqué en 2011 pour la répartition des dépenses inscrites au budget ordinaire de l'ONU et, pour 2014, sur celui appliqué en 2012 pour la répartition des dépenses, prévoyant un taux plafond de contribution de 22 % et un taux plancher de 0,01 %. Le montant indicatif des contributions à mettre en recouvrement pour 2013 est indiqué à l'annexe II.

XIII. Questions diverses

28. La Commission s'est inquiétée du montant des arriérés de contributions (246 972 dollars pour la période 1998-2012) et a prié le Secrétaire général de poursuivre, autant qu'il le jugera utile, ses efforts en vue du recouvrement des sommes en souffrance.

XIV. Recommandations de la Commission des finances

29. Eu égard à ce qui précède, la Commission des finances recommande au Conseil et à l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins :

a) *D'approuver* le projet de budget présenté par le Secrétaire général pour l'exercice 2013-2014, d'un montant de 14 312 948 dollars;

b) *D'autoriser* le Secrétaire général à fixer les quotes-parts pour 2013 et 2014 sur la base, respectivement, des barèmes en vigueur pour 2011 et 2012 aux fins de la répartition des dépenses inscrites au budget de l'Organisation des Nations Unies, le taux plafond de contribution étant fixé à 22 % et le taux plancher à 0,01 %;

c) *D'autoriser*, pour chacune des années 2013 et 2014, le Secrétaire général à virer des crédits entre chapitres du budget, à concurrence de 20 % du montant inscrit à chaque chapitre;

d) *De prier instamment* les membres de l'Autorité à acquitter ponctuellement et intégralement leurs contributions au financement du budget;

e) *De lancer un appel* aux membres de l'Autorité afin qu'ils règlent dès que possible leurs arriérés de contributions au financement du budget de l'Autorité, et de prier le Secrétaire général, pour autant qu'il le juge utile, de poursuivre ses efforts en vue du recouvrement des sommes en souffrance;

f) *D'engager vivement* les membres de l'Autorité à verser des contributions volontaires au Fonds de dotation et au Fonds de contribution volontaire de l'Autorité;

g) *De prier* le Secrétaire général d'effectuer les démarches nécessaires, au nom de l'Autorité, pour que celle-ci figure à compter de 2013 parmi les entités ayant accepté le statut de la Commission de la fonction publique internationale;

h) *D'autoriser* le Secrétaire général à utiliser les recettes accessoires visées au paragraphe 14 du rapport de la Commission des finances pour couvrir les dépenses entraînées en 2011 et 2012 par l'étude des demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration;

i) *De porter* à 500 000 dollars le montant du droit à acquitter pour l'étude d'une demande d'approbation d'un plan de travail portant sur l'exploration des nodules polymétalliques (art. 19, par. 2 du Règlement relatif à la prospection et à l'exploration des nodules polymétalliques dans la Zone), afin que les recettes provenant de la perception de ce droit couvrent le coût effectif du traitement des demandes.

Annexe I

Prévisions budgétaires, recettes et dépenses, 2013-2014

Récapitulatif des prévisions budgétaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Montant approuvé pour 2011-2012</i> | <i>2013</i> | <i>2014</i> | Total 2013-2014 |
|---|--|----------------|----------------|----------------------------|
| Titre 1. Dépenses d'administration du secrétariat | | | | |
| Chapitre 1 | | | | |
| Postes permanents | 5 683,2 | 3 011,8 | 3 011,8 | 6 023,6 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) | 30,0 | 14,8 | 15,2 | 30,0 |
| Heures supplémentaires | 45,3 | 15,8 | 15,8 | 31,6 |
| Consultants | 150,0 | 92,5 | 97,5 | 190,0 |
| Promotion et encouragement de la recherche scientifique marine | 100,0 | 50,0 | 50,0 | 100,0 |
| Groupes spéciaux d'experts | 320,0 | 206,9 | 244,0 | 450,9 |
| Dépôt central de données | 70,0 | 70,0 | 60,0 | 130,0 |
| Modèle géologique | 150,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépenses communes de personnel | 2 551,9 | 1 343,4 | 1 362,9 | 2 706,3 |
| Total partiel | 9 100,4 | 4 805,2 | 4 857,2 | 9 662,4 |
| Chapitre 2 | | | | |
| Voyages | 295,6 | 160,2 | 164,9 | 325,1 |
| Total partiel | 295,6 | 160,2 | 164,9 | 325,1 |
| Chapitre 3 | | | | |
| Communications | 145,6 | 78,8 | 81,3 | 160,1 |
| Services contractuels d'imprimerie | 100,0 | 49,9 | 50,1 | 100,0 |
| Formation | 52,1 | 26,1 | 26,1 | 52,1 |
| Ouvrages de bibliothèque | 100,0 | 49,2 | 50,8 | 100,0 |
| Dépenses de représentation | 22,0 | 11,0 | 11,0 | 22,0 |
| Achat de mobilier et de matériel | 56,7 | 30,6 | 30,3 | 60,9 |
| Location et entretien du mobilier et du matériel | 23,0 | 11,3 | 11,7 | 23,0 |
| Fournitures et accessoires | 80,3 | 39,5 | 40,8 | 80,3 |
| Services divers | 84,2 | 54,0 | 55,6 | 109,6 |
| Informatique | 80,9 | 48,7 | 72,2 | 120,9 |
| Vérification des comptes | 34,6 | 17,3 | 17,3 | 34,6 |
| Participation au régime commun des Nations Unies | 0,0 | 83,0 | 83,0 | 166,0 |
| Total partiel | 779,4 | 499,4 | 530,2 | 1 029,6 |

| | <i>Montant approuvé pour 2011-2012</i> | <i>2013</i> | <i>2014</i> | Total 2013-2014 |
|--|--|----------------|----------------|----------------------------|
| Chapitre 4 | | | | |
| Gestion des bâtiments | 749,3 | 382,7 | 394,2 | 776,9 |
| Total partiel | 749,3 | 382,7 | 394,2 | 776,9 |
| Total partiel, titre 1 | 10 924,7 | 5 847,5 | 5 946,5 | 11 794,0 |
| Titre 2. Coûts des services de conférence | 2 090,0 | 1 242,8 | 1 276,1 | 2 518,9 |
| Total partiel, titre 2 | 2 090,0 | 1 242,8 | 1 276,1 | 2 518,9 |
| Total, budget d'administration | 13 014,7 | 7 090,3 | 7 222,6 | 14 312,9 |
| Recettes (dollars É.-U.) | | | | |
| Contributions des membres de l'Autorité | 14 312 948 | | | |
| Recettes accessoires ^a | | | | |
| Total, recettes | 14 312 948 | | | |
| Dépenses (dollars É.-U.) | | | | |
| Charges budgétisées | 14 312 948 | | | |
| Total, dépenses | 14 312 948 | | | |

^a Selon l'article 7.1 du Règlement financier de l'Autorité, les recettes provenant de la perception de droits pour l'étude de demandes d'approbation de plans de travail, ainsi que les intérêts y afférents, doivent être classées parmi les recettes accessoires et portées au crédit du Fonds général d'administration; elles doivent servir à couvrir le coût du traitement de ces demandes (dépenses de personnel, services de conférence, etc.). Procéder ainsi permet de disposer de recettes additionnelles pouvant servir à couvrir les dépassements de crédits imputables à l'étude des demandes.

Annexe II

Montant indicatif des contributions à mettre en recouvrement pour 2013^a

| | <i>Quote-part ONU (pourcentage)</i> | <i>Quote-part Autorité (pourcentage)</i> | <i>Montant (dollars É.-U.)</i> |
|---------------------------------|---|--|------------------------------------|
| Afrique du Sud | 0,385 | 0,508 | 35 860 |
| Albanie | 0,010 | 0,010 | 706 |
| Algérie | 0,128 | 0,169 | 11 922 |
| Allemagne | 8,018 | 10,583 | 746 820 |
| Angola | 0,010 | 0,010 | 706 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,010 | 706 |
| Arabie saoudite | 0,830 | 1,096 | 77 309 |
| Argentine | 0,287 | 0,379 | 26 732 |
| Arménie | 0,005 | 0,010 | 706 |
| Australie | 1,933 | 2,551 | 180 045 |
| Autriche | 0,851 | 1,123 | 79 265 |
| Bahamas | 0,018 | 0,024 | 1 677 |
| Bahreïn | 0,039 | 0,051 | 3 633 |
| Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 706 |
| Barbade | 0,008 | 0,010 | 706 |
| Bélarus | 0,042 | 0,055 | 3 912 |
| Belgique | 1,075 | 1,419 | 100 129 |
| Belize | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Bénin | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,007 | 0,010 | 706 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,014 | 0,018 | 304 |
| Botswana | 0,018 | 0,024 | 1 677 |
| Brésil | 1,611 | 2,126 | 150 053 |
| Brunéi Darussalam | 0,028 | 0,037 | 2 608 |
| Bulgarie | 0,038 | 0,050 | 3 539 |
| Burkina Faso | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Cameroun | 0,011 | 0,015 | 1 025 |
| Canada | 3,207 | 4,233 | 298 709 |
| Cap-Vert | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Chili | 0,236 | 0,312 | 21 982 |
| Chine | 3,189 | 4,209 | 297 033 |
| Chypre | 0,046 | 0,061 | 4 285 |
| Comores | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Congo | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Costa Rica | 0,034 | 0,045 | 3 167 |
| Côte d'Ivoire | 0,010 | 0,010 | 706 |
| Croatie | 0,097 | 0,128 | 9 035 |
| Cuba | 0,071 | 0,094 | 6 613 |
| Danemark | 0,736 | 0,971 | 68 553 |
| Djibouti | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Dominique | 0,001 | 0,010 | 706 |

| | <i>Quote-part ONU (pourcentage)</i> | <i>Quote-part Autorité (pourcentage)</i> | <i>Montant (dollars É.-U.)</i> |
|---------------------------------------|---|--|------------------------------------|
| Égypte | 0,094 | 0,124 | 8 755 |
| Espagne | 3,177 | 4,194 | 295 915 |
| Estonie | 0,040 | 0,053 | 3 726 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 0,007 | 0,010 | 706 |
| Fédération de Russie | 1,602 | 2,115 | 149 215 |
| Fidji | 0,004 | 0,010 | 706 |
| Finlande | 0,566 | 0,747 | 52 719 |
| France | 6,123 | 8,082 | 570 314 |
| Gabon | 0,014 | 0,018 | 1 304 |
| Gambie | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Géorgie | 0,006 | 0,010 | 706 |
| Ghana | 0,006 | 0,010 | 706 |
| Grèce | 0,691 | 0,912 | 64 362 |
| Grenade | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Guatemala | 0,028 | 0,037 | 2 608 |
| Guinée | 0,002 | 0,010 | 706 |
| Guinée-Bissau | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Guinée équatoriale | 0,008 | 0,010 | 706 |
| Guyana | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Haïti | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Honduras | 0,008 | 0,010 | 706 |
| Hongrie | 0,291 | 0,384 | 27 105 |
| Îles Marshall | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Îles Salomon | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Inde | 0,534 | 0,705 | 49 738 |
| Indonésie | 0,238 | 0,314 | 22 168 |
| Iraq | 0,020 | 0,026 | 1 863 |
| Irlande | 0,498 | 0,657 | 46 385 |
| Islande | 0,042 | 0,055 | 3 912 |
| Italie | 4,999 | 6,598 | 465 621 |
| Jamaïque | 0,014 | 0,018 | 1 304 |
| Japon | 12,530 | 16,539 | 1 167 081 |
| Jordanie | 0,014 | 0,018 | 1 304 |
| Kenya | 0,012 | 0,016 | 1 118 |
| Kiribati | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Koweït | 0,263 | 0,347 | 24 497 |
| Lesotho | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Lettonie | 0,038 | 0,050 | 3 539 |
| Liban | 0,033 | 0,044 | 3 074 |
| Libéria | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Lituanie | 0,065 | 0,086 | 6 054 |
| Luxembourg | 0,090 | 0,119 | 8 383 |
| Madagascar | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Malaisie | 0,253 | 0,334 | 23 565 |
| Malawi | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Maldives | 0,001 | 0,010 | 706 |

| | <i>Quote-part ONU (pourcentage)</i> | <i>Quote-part Autorité (pourcentage)</i> | <i>Montant (dollars É.-U.)</i> |
|--|---|--|------------------------------------|
| Mali | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Malte | 0,017 | 0,022 | 1 583 |
| Maroc | 0,058 | 0,077 | 5 402 |
| Maurice | 0,011 | 0,015 | 1 025 |
| Mauritanie | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Mexique | 2,356 | 3,110 | 219 445 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Monaco | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Mongolie | 0,002 | 0,010 | 706 |
| Monténégro | 0,004 | 0,010 | 706 |
| Mozambique | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Myanmar | 0,006 | 0,010 | 706 |
| Namibie | 0,008 | 0,010 | 706 |
| Nauru | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Népal | 0,006 | 0,010 | 706 |
| Nicaragua | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Nigéria | 0,078 | 0,103 | 7 265 |
| Norvège | 0,871 | 1,150 | 81 127 |
| Nouvelle-Zélande | 0,273 | 0,360 | 25 428 |
| Oman | 0,086 | 0,114 | 8 010 |
| Ouganda | 0,006 | 0,010 | 706 |
| Pakistan | 0,082 | 0,108 | 7 638 |
| Palaos | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Panama | 0,022 | 0,029 | 2 049 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,002 | 0,010 | 706 |
| Paraguay | 0,007 | 0,010 | 706 |
| Pays-Bas | 1,855 | 2,449 | 172 780 |
| Philippines | 0,090 | 0,119 | 8 383 |
| Pologne | 0,828 | 1,093 | 77 122 |
| Portugal | 0,511 | 0,675 | 47 596 |
| Qatar | 0,135 | 0,178 | 12 574 |
| République de Corée | 2,260 | 2,983 | 210 503 |
| République démocratique du Congo | 0,003 | 0,010 | 706 |
| République démocratique populaire lao | 0,001 | 0,010 | 706 |
| République de Moldova | 0,002 | 0,010 | 706 |
| République dominicaine | 0,042 | 0,055 | 3 912 |
| République tchèque | 0,349 | 0,461 | 32 507 |
| République-Unie de Tanzanie | 0,008 | 0,010 | 706 |
| Roumanie | 0,177 | 0,234 | 16 486 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 6,604 | 8,717 | 615 116 |
| Sainte-Lucie | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Samoa | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,010 | 706 |

| | <i>Quote-part ONU (pourcentage)</i> | <i>Quote-part Autorité (pourcentage)</i> | <i>Montant (dollars É.-U.)</i> |
|-------------------------------|---|--|------------------------------------|
| Sénégal | 0,006 | 0,010 | 706 |
| Serbie | 0,037 | 0,049 | 3 446 |
| Seychelles | 0,002 | 0,010 | 706 |
| Sierra Leone | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Singapour | 0,335 | 0,442 | 31 203 |
| Slovaquie | 0,142 | 0,187 | 13 226 |
| Slovénie | 0,103 | 0,136 | 9 594 |
| Somalie | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Soudan | 0,010 | 0,010 | 706 |
| Sri Lanka | 0,019 | 0,025 | 1 770 |
| Suède | 1,064 | 1,404 | 99 104 |
| Suisse | 1,130 | 1,492 | 105 251 |
| Suriname | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Tchad | 0,002 | 0,010 | 706 |
| Thaïlande | 0,209 | 0,276 | 19 467 |
| Togo | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Tonga | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Trinité-et-Tobago | 0,044 | 0,058 | 4 098 |
| Tunisie | 0,030 | 0,040 | 2 794 |
| Tuvalu | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Ukraine | 0,087 | 0,115 | 8 103 |
| Uruguay | 0,027 | 0,036 | 2 515 |
| Vanuatu | 0,001 | 0,010 | 706 |
| Viet Nam | 0,033 | 0,044 | 3 074 |
| Yémen | 0,010 | 0,010 | 706 |
| Zambie | 0,004 | 0,010 | 706 |
| Zimbabwe | 0,003 | 0,010 | 706 |
| Îles Cook | 0,000 | 0,010 | 706 |
| Nioué | 0,000 | 0,010 | 706 |
| Total partiel | 75,43 | 100,00 | 7 056 474 |
| Union européenne ^b | | | 100 000 |
| Total | | | 7 156 474 |

^a Chiffres estimatifs calculés sur la base du barème des quotes-parts du financement du budget de l'ONU pour 2011.

^b Montant sujet à révision par l'Autorité en fonction du volume total du budget.

Annexe III

Tableau d'effectifs du secrétariat de l'Autorité internationale des fonds marins

| <i>Titre fonctionnel</i> | <i>Catégorie des administrateurs</i> | <i>Catégorie des agents des services généraux</i> |
|--|--------------------------------------|---|
| Bureau du Secrétaire général | | |
| Secrétaire général | 1 (SGA) | |
| Fonctionnaire adjoint du Protocole | 1 (P-2) | |
| Assistant exécutif | | 1 |
| Assistant au Protocole et à l'administration | | 1 |
| Assistant administratif (bureau de New York) | | 1 |
| Bureau des affaires juridiques | | |
| Conseiller juridique/Adjoint du Secrétaire général | 1 (D-2) | |
| Juriste hors classe | 1 (P-5) | |
| Juriste | 1 (P-4) | |
| Juriste ^a | 1 (P-4) | |
| Bibliothécaire | 1 (P-3) | |
| Assistant administratif | | 1 |
| Assistant administratif ^b | | 1 |
| Bureau de surveillance des ressources et de l'environnement | | |
| Directeur du Bureau | 1 (D-1) | |
| Spécialiste principal des questions scientifiques | 1 (P-5) | |
| Spécialiste des questions scientifiques (géologie des fonds marins) | 1 (P-5) | |
| Spécialiste des questions scientifiques (biologie marine) | 1 (P-4) | |
| Spécialiste des questions scientifiques (économie des ressources minérales) ^c | 1 (P-4) | |
| Spécialiste des questions scientifiques (système d'information géographique) | 1 (P-3) | |
| Assistant, sciences de la mer | | 1 |
| Informaticien | 1 (P-4) | |
| Administrateur du site Web/administrateur des publications | 1 (P-3) | |
| Assistant informaticien | | 1 |
| Bureau de l'administration et de la gestion | | |
| Chef du Bureau | 1 (P-5) | |
| Assistant administratif | | 1 |
| Fonctionnaire du budget/spécialiste du contrôle interne | 1 (P-4) | |
| Fonctionnaire des finances | 1 (P-4) | |
| Administrateur des ressources humaines | 1 (P-3) | |
| Assistant (ressources humaines) | | 1 |

| <i>Titre fonctionnel</i> | <i>Catégorie des administrateurs</i> | <i>Catégorie des agents des services généraux</i> |
|----------------------------------|--------------------------------------|---|
| Assistant (achats) | | 1 |
| Assistant (budget et trésorerie) | | 1 |
| Assistant (finances) | | 1 |
| Agent de sécurité principal | 1 (P-2) | |
| Agent de sécurité | | 2 |
| Chauffeur | | 3 |
| Total | 20 | 17 |

^a Postes nouveaux.

^b Utilisation de l'un des deux postes d'agent des services généraux précédemment gelés.

^c Poste P-4 précédemment approuvé pour un spécialiste des questions scientifiques (géostatistique).